



## Le 1<sup>er</sup> mai 2009 doit être massif et revendicatif

Les organisations internationales, tout ce qu'il y a de plus officiel, viennent de rappeler que 20 milliards de dollars suffiraient à combattre la faim dans le monde. Elles indiquent que le nombre de femmes, d'enfants, d'hommes qui sont en train de mourir de faim dans le monde, va dépasser le milliard.

5000 milliards de dollars ont été mis sur la table au récent G20 de Londres.

Ils devraient servir à mettre en place des plans de super-austérité, de privatisation, de libéralisation totale des économies. Tout ce qui a été à l'origine de la crise qui frappe les salariés, les paysans, les plus pauvres des habitants de la planète.

Le plan-communication du G20 a fait « pschitt », comme disait Chirac : la liste ridicule (noire, grise, blanche) des paradis fiscaux publiée comme un (médiocre) bulletin de victoire au lendemain de la réunion, a été corrigée le surlendemain : plus de pays sur la liste noire, plus de paradis fiscaux.

Plus de crise ?

Tout était pipé, joué d'avance, truqué : le 3 mars, l'Organisation du Commerce et du Développement Economique avait envoyé à la France ses recommandations : aller plus loin dans l'hyperlibéralisme, « *supprimer le mécanisme d'ajustement automatique du SMIC* », « *augmenter les droits de scolarité dans l'enseignement supérieur* », « *élargir l'autonomie des universités* », « *assouplir les procédures de licenciement* », « *assouplir les restrictions à l'ouverture des magasins le dimanche* », « *inciter financièrement à poursuivre l'activité professionnelle au-delà de l'âge légal de la retraite* ».

Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE, ne parle pas des dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires chaque mois. Routine et considérations subalternes.

En revanche, il déclare : « *Si nous saisissons l'opportunité de la crise pour mettre en place des réformes durables qui amélioreront les performances économiques à long terme, nous pourrions considérer à l'avenir que cette période aura été celle où nous avons repositionné nos économies* »

Dans le même temps, la réunion de l'OTAN s'est déroulée sur un fond très suspect de violences d'Etat et de provocations très graves, en particulier dans un quartier pauvre de Strasbourg. Le président de la République s'aligne complètement sur la stratégie de lutte contre les peuples, d'étouffement de la lutte contre les armes nucléaires, contre un monde de paix et de coopération.

Le Haut Commissariat à la Jeunesse annonce, pour les mois à venir, 650 000 jeunes chômeurs de plus.

La crise n'est pas résolue par la débauche de milliers de milliards. C'est la redistribution des richesses produites par les salariés qui se cale. Mauvaises répliques d'un tremblement de terre destructeur, qui

ont pour but à la fois de faire croire à une solution de justice, et à la fois qui organisent la division et la répression. Cette logique est folle et destructrice.

La colère monte un peu partout. Ça brûle dans les quartiers. Sans flamme pour l'instant. C'est silencieux, individualisé. Chacun de ces jeunes gens promis à l'échec, l'abandon social, au chômage, est renvoyé à ses responsabilités, à son incapacité à trouver du travail. Toute leur violence se retourne contre eux. Ils « pètent les câbles ». La violence sociale qui s'exerce sur eux est énorme.

Les plus fragiles d'entre eux qui trouvaient encore une voie de réussite scolaire et de préparation à la vie professionnelle dans l'enseignement professionnel initial se voient privés du BEP. Ils subissent de plein fouet la suppression d'un quart de la formation en bac pro.

Tous les dispositifs, même imparfaits, de lutte contre l'échec scolaire sont menacés, au nom de l'égalité : CAP prioritaires, classes de Module de Découverte Professionnelle 6 heures. La machine à exclusion est en marche, via l'apprentissage qui rejette déjà une énorme partie de ceux qui sont le plus en difficulté.

Qu'en pensent les trottoirs de nos villes ?

Les services publics qui doivent servir à absorber une partie de ces difficultés sont eux-mêmes atteints et en voie d'affaiblissement. Les missions sont éparpillées, amoindries. Les moyens baissent.

Face à cela, la résistance s'organise dans un climat difficile : non-lisibilité d'une alternative politique, manœuvres de division, difficultés à surmonter la division syndicale, difficulté à reprendre la main dans la lutte idéologique pour la défense des valeurs de solidarité et de justice sociale.

## Il y a du nouveau : la plateforme commune

La signature de la plateforme commune par les huit organisations syndicales, le 5 janvier dernier, a été le signe de la reconquête de l'espoir par les salariés.

Cette plateforme a permis deux énormes manifestations nationales, le 19 janvier et le 29 mars.

Elle montre concrètement que nous avons besoin à la fois d'unité et de large représentativité des idées qui traversent les salariés.

Dans le temps où le président de la République joue sur la proximité immédiate avec ses comparses et où il tente d'y entraîner le plus de gens possible : « *nous sommes de la famille* », « *Obama est mon copain* », nos organisations ne peuvent pas tomber dans le piège tribal ni céder au phénomène de bande. Elles doivent au contraire s'ouvrir au maximum à toutes les sensibilités populaires et veiller à intégrer toutes les nuances des luttes contre cette politique désastreuse.

Une organisation syndicale n'est pas une bande de copains. C'est un lieu où s'élaborent des stratégies d'action qui sont susceptibles de rassembler le plus grand nombre de salariés.

Cela ne peut se faire que dans l'échange d'idées et le travail commun.

Toute la difficulté du travail unitaire, par ailleurs, tient à parvenir à mettre au premier plan des objectifs communs et admis par tous, et à faire participer à leur mise en œuvre le plus grand nombre d'intelligences.

Le prochain 1<sup>er</sup> mai ne peut pas être comme les précédents, une routine festive. Ce doit être une étape de la mise en œuvre de la plateforme commune, qui doit profiter de cette journée chômée pour rassembler le plus grand nombre de manifestants sur ces objectifs communs.

Les vacances scolaires, le long week-end de début mai sont des pièges à éviter. L'enjeu est grand : il faut qu'on sorte de là. On ne le fera que tous ensemble, dans notre diversité et notre unité d'action.